



GENERAL ASSEMBLY  
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
ASSEMBLEIA GERAL  
جمعية عمومية

## Creating African Futures in an Era of Global Transformations:

## Créer l'Afrique de demain dans un contexte de transformations mondialisées : enjeux et perspectives

## Desafios e Perspetivas

بعث أفريقيا الغد في سياق التحولات المعولمة :  
رهانات و آفاق

**La question de la sécurité et de la réforme de l'Etat.  
Perspectives comparées entre Afrique de l'ouest et la région arabe**

**Abdallah Saaf**

**CODESRIA**

**08 - 12 June / Juin 2015**

## Dakar, Senegal



La sécurité entendue comme menace, usage et contrôle de la force militaire, produit de la défense au sens de protection des intérêts fondamentaux de l'Etat se rapporte ici à la sauvegarde de la souveraineté et de l'intégrité territoriale. Elle concerne aussi les actes ou tentatives de déstabilisation. La notion a bien entendu fait l'objet de nombreuses définitions et redéfinitions au gré des évolutions du contexte national et international (1). Avant même de recourir aux approches alternatives de « sécurité élargie »(2), de « sécurité humaine »(3), de « sécurité coopérative » (4), le concept ne renvoyait plus seulement au militaire, il se rapportait à la stabilisation de l'évolution politique, économique et sociale. Le choix de la région de l'Afrique de l'Ouest repose sur le critère géographique et la communauté d'intérêts. Derrière cette délimitation du régionalisme africain se profile sans doute une construction coloniale, retenue par l'OUA, mais aussi la stratégie de la Commission Economique pour l'Afrique (5). La CEDEAO est née dans un contexte différent, mais la fragilité des équilibres géopolitiques sous régionaux a fait prendre conscience aux Etats que la paix, la sécurité, la stabilité étaient indispensables à la réalisation des objectifs de l'intégration régionale.

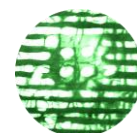
La densité et l'importance des faits accumulés autour de la question de la sécurité au cours de la dernière période dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, zone sahélienne et au-delà, appelle aujourd'hui étude et analyse. De nombreux travaux ont été consacrés à cette problématique centrale des réformes politiques, qui dans certains pays du continent, à certains moments historiques particuliers, vivant des conflits et dans des situations post conflits, de vie ordinaire des Etats concernés ou des phases de crise, revêt une importance cruciale (6).

Plusieurs dimensions appellent l'attention:

- la nature des éléments constitutifs de la question sécuritaire dans la région et la place des préoccupations sécuritaires dans les pays objet d'étude, les représentations et la culture du recours à la violence, le dépassement de celle-ci..
- la question telle qu'elle se pose après des conflits, notamment l'évolution de la question en Afrique de l'Ouest du point de vue de la réforme des secteurs de sécurité, dans une perspective des droits de l'homme, d'Etat de droit, de démocratisation, de gouvernance démocratique, y compris du développement économique et social..

La nature des conflits dans cette région est aujourd'hui désormais moins liée à la question des frontières qu'à l'exercice du pouvoir, d'où donc un déplacement de la nature des conflits et la forte implication des puissances étrangères, notamment les anciennes puissances coloniales dans le règlement des conflits.

Les expériences menées dans le cadre de la CEDEAO sur cette question ont été diversement appréciées (7). L'absence de légitimité démocratique constitue un frein à la stabilité et conduit à l'insécurité. Cependant il pourrait être d'un grand intérêt de comparer les données propres à



l'Afrique de l'Ouest au cadre maghrébin ou de l'ensemble de la région arabe, et d'en dégager quelques conclusions.

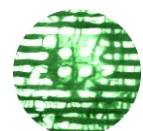
Que reste –t-il des représentations relatives à la sécurité qui ont prévalu au cours des décennies précédentes et liées au défis à la problématique de l'Etat postcolonial d'une part et aux différentes représentations de la sécurité communes à la région ?

Force est de relever la reconfiguration du concept de sécurité qui semble prévaloir dans la phase actuelle, l'importance prise par la lutte contre le terrorisme, les nouveaux contenus de la sécurité au niveau des représentations et des pratiques, et la typologie qui s'impose à l'analyse. Il a été souvent tenté d'emprunter la voie de la construction d'une sociologie historique de la violence à finalités politiques dans ses différents aspects. Cette option a permis d'élaborer une grille d'intelligibilité permettant de rendre compte d'une chaîne de causalité complexe et multidimensionnelle, d'où les efforts analytiques portant sur l'examen des fondements culturels, des pratiques historiques, la place de la violence dans la stratégie des acteurs. Les entrées causales d'ordre culturel ou sociopolitiques explorées par de nombreux analystes désignent notamment des problèmes de la dualité référentielle au niveau sociétal, juridiques, les crises des systèmes de socialisation, les rapports sociétaux avec le passé en général et la tradition en particulier, les problèmes liés à l'identification avec le système politique, et les risques afférents à la non-satisfaction des demandes d'intégration sociale et politique, sans oublier l'effet des nouvelles technologies d'information et de communication en termes de recomposition identitaire d'une part l'avènement progressif des identités virtuelles transnationales, et le décalage entre espace de résidence et espace d'appartenance. Au niveau des concepts qui ont cours au sud, il n'est pas certain que la place soit exclusivement occupée par la seule région. D'autres pulsions traversent les univers sécuritaires de la rive sud et se rapportent aussi bien aux dimensions internationales, à l'Afrique, au conflit israélo-arabe, au terrorisme international.

De nouvelles constructions théoriques et pratiques ont fait jour au Machrek, au Maghreb et en Afrique. Certainement il se développe une différence entre les différentes régions. Des variations entre les différents pays peuvent être relevées quant à l'importance prise par chaque type de conflit: les conflits interétatiques, le terrorisme local, les voisinages incertains ou hostiles, la transmigration, le crime organisé, le trafic de drogue...

Trois niveaux feront l'objet d'analyse :

- 1) Les formes de mise en cause de la sécurité
- 2) Les effets du cadre régional
- 3) Les sécurités alternatives



## **I. Profils comparés de la question sécuritaire en Afrique de l'Ouest**

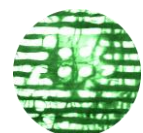
Pour ceux qui ont travaillé sur le plan académique autour des questions de sécurité dans la région arabe au cours des décennies précédentes, tout un travail de refondation semble avoir déjà fait son œuvre, avant même le dit « printemps arabe ». Les générations passées de risques, menaces, tensions, crises, conflits, guerres, confrontations israélo-arabes dans leurs différentes étapes ( les guerres de 1949 , 1956 , 1967 , 1973 , 1982 , 2006, etc..) , les guerres irakiennes ou contre l'Irak, les préoccupations de sécurité interne ( les complots des adversaires des régimes en place , nationaux ou étrangers, laïcs ou fondamentalistes, les déchirements civils ( Liban , Yémen, Algérie , Soudan..) , disputes de voisinage, de frontières , de territoires , d'hégémonie régionale (Algérie /Maroc , Algérie/Tunisie, Egypte, Libye, Syrie/Liban ...), avait permis la construction d'un concept aujourd'hui bien connu de sécurité. Ses éléments constitutifs pris séparément ou dans leurs articulations réciproques n'étaient pas dénués de cohérence. Les composantes internes s'articulaient sur les dimensions internationales : les logiques de l'ère post coloniale, de la période de la guerre froide, le temps des autoritarismes légitimes ou légitimés , les tâches d'édification de l'Etat moderne profilaient une culture de sécurité basée sur une identification plus précise de l'ennemi , une définition du danger et à partir de là des démarches sécuritaires considérées comme appropriées (visions globales, rapports stratégiques, doctrines de défense..)(8).

La perspective de sécurité prédominante dans le monde arabe se mouvait entre deux repères: d'un côté, la sécurité nationale arabe, celle de la région, alimentée par les menaces communes, formalisée par les dispositions explicites de la Charte de la ligue arabe (9). De l'autre, la sécurité particulière de chaque Etat de la région..

Il en est ressorti les typologies et classifications bien connues. Plusieurs concepts de sécurité semblent à l'œuvre sur la rive sud de la Méditerranée. Outre le concept islamiste de sécurité d'El Qaeda, aux conceptions de sécurité développées par des Etats comme l'Iran, en passant par les mouvements islamistes, on distingue :

- Un concept de sécurité traditionnel au sens à la fois préventif, répressif, vieux noyau de base solide qui a traversé l'essentiel des politiques de sécurité, lié à l'existence des Etats historiques lorsque ces derniers ont existé (Egypte, Maroc) ou tirant leur origine de l'élan nationaliste (les armées de libération nationales : le cas de l'Algérie par exemple. Deux grandes sortes de quêtes d'asymétrie caractérisent la situation d'ensemble ;

- le type d'asymétrie que recherchent les Etats, disposant de forces régulières, classiques, en termes d'équipements militaires et de prédispositions de leurs forces (par exemple tel pays n'ayant pas les moyens d'acheter des avions se pourvoit en fusées de portées déterminées..). De ce point de vue le cas de la Syrie est fort significatif avec sa doctrine de la recherche de la parité stratégique.





-le type d'asymétrie que recherchent, et que parfois trouvent les forces qui se considèrent en posture de résistance, et qui restent, Etat dans l'Etat, Etats alternatifs, petits Etats ou entités structurés sur son modèle, apparentées aux structures étatiques (cas de la résistance libanaise (le Hezbollah), les composantes de la résistance palestinienne –islamiste ou autre--, la résistance irakienne..

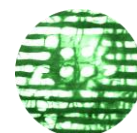
Il existe bien un troisième type d'asymétrie, l'asymétrie islamiste, qualifiée de terroriste, mais qui se situe en dehors du concept de sécurité traditionnel examiné ici.

En dépit du fait que prédominent les conflits infra-étatiques, dont l'Algérie a été pendant longtemps, tout au long des années 90 l'archétype, la dimension infra-étatique est l'élément caractéristique de l'ensemble de l'espace méditerranéen, alors que la dimension interétatique, c'est-à-dire les conflits entre pays (exemple le conflit israélo-arabe) (10).

La tendance à faire du terrorisme la priorité des priorités ne participe pas uniquement de la manœuvre (11). Il s'agit réellement d'une contrainte objective. Ce phénomène de caractère politique et social représente une tendance lourde qui touche durablement les pays arabes. Le terrorisme constitue véritablement un moment clé d'une nature spéciale dans les constructions sécuritaires de la région en cours. Il a obligé ces pays à repenser en conséquence leur sécurité obligeant à des articulations nouvelles entre « hard security » et « comprehensive security », à de nouvelles perceptions des menaces, à de nouvelles hiérarchies entre celles-ci, à de nouvelles élaborations politiques, économiques et sociales.

Les différents aspects de la question sécuritaire en Afrique de l'Ouest présentent des différences notoires. Depuis plus d'une décennie, l'Afrique de l'Ouest est marquée par une dynamique conflictuelle caractérisée par des troubles intérieurs, les violences politiques, les rébellions armées, les guerres civiles, les coups d'Etat, le développement de l'action terroriste et les réseaux criminels transfrontaliers au Sahel notamment.

1) la région a connu et connaît **des guerres civiles**, des guerres souvent totales visant à établir une nouvelle configuration de rapports ou à instaurer une référence radicale de la structure du pouvoir. Dans l'ensemble, les guerres civiles ont ébranlé les équilibres sociopolitiques en Afrique de l'Ouest, depuis des années d'indépendance, plusieurs situations peuvent être distinguées: la fameuse guerre de sécession du Biafra au Nigéria (12). Au Libéria, la guerre civile commencée en 1989 par une lutte armée de conquête du pouvoir se transforme en conflit ethnique (13). Au Sierra Leone, la guerre civile qui a duré de 1991 à 1997 est souvent perçue comme prolongement de la guerre civile libérienne. Le RUF très soutenu par Charles Taylor : en plus de la corruption généralisée, la pauvreté, l'instabilité en résultant, les divisions de l'armée, les clivages ethniques, expliquent le conflit (14). En Guinée Bissau sont incriminées les déficiences de l'Etat dans la gestion des affaires publiques (15).



## **2) Rebellions armées**

Une guerre entre le gouvernement légitime d'un Etat et des parties ou provinces de celui-ci qui cherche à rejeter l'allégeance au gouvernement et à en établir une qui leur soit propres. Les rebellions armées revêtent deux caractères distincts en Afrique de l'Ouest :

1) le premier de nature politico-militaire, cherchant plutôt la modification de la forme de l'Etat sans viser à conquérir le pouvoir (irrédentisme, sécession ou autonomie), comme cela est le cas de Casamance (16).

2) le second est de nature politico-militaire avec une prédominance politique. Sans remettre la forme de l'Etat en cause, il vise la conquête du pouvoir et l'établissement d'une légitimité. L'évolution de la situation en Côte d'Ivoire illustre cette seconde catégorie. La lutte armée s'effectue en vue de la conquête du pouvoir (17).

## **3) Les troubles intérieurs :**

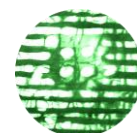
Cet autre type de problème de sécurité concerne les crises et violences politiques sans déboucher sur un conflit ouvert ces violences politiques peuvent conduire à une rébellion armée si les pouvoirs ne parviennent pas à les circonscrire rapidement. La Guinée Bissau, le Togo, la CI, la Guinée et le Mali ont connu des situations de crise et de violences politiques qui ont fragilisé la cohésion nationale dans ces pays. En Guinée Bissau cela tient à la politisation de l'armée (18). Au Togo, les conditions sont différentes (19). En Guinée Conakry la raison en est la gestion autoritaire du pouvoir (20). Au Niger, les crises politiques successives en ont fait un pays instable du fait de la fragilité de ses institutions(21).

## **4) Les coups d'Etat militaires**

L'autre visage de la question sécuritaire en Afrique de l'Ouest. Renversement illégal et brutal du pouvoir par une personne ou plusieurs personnes investies d'une autorité. Prise de pouvoirs par les armes. Les coups d'Etat peuvent s'accompagner d'une adhésion populaire comme au Niger en 1996 et au Mali en 1991.

Le phénomène des coups d'Etat est caractéristique de l'instabilité du pouvoir politique dans les pays ouest africains. Le nombre de coups d'Etat perpétrés in région donne une idée de cette instabilité permanente(22).

Les coups d'Etats au Mali et Guinée Bissau respectivement le 22 mars 2012 et le 17 avril 2007 ont révélé la fragilité des transitions démocratiques entamées dans région il y a plus de 20ans(23). Région instable par fragilité des institutions constitutionnelles. Cette référence des conflits et troubles intérieurs fragilise la stabilité post-institutionnelle de l'ensemble des Etats in la région.



#### **4) La transnationalité des menaces et insécurité**

La porosité des frontières facilite l'extension rapide des conflits d'un pays à l'autre. Il en ressort une absence de maîtrise et une imprévisibilité des évolutions extérieures non nécessairement associées à des intentions hostiles.

La présence de réseaux criminels transfrontaliers et groupes terroristes au Sahel comporte de sérieuses menaces d'insécurité et d'instabilité pour les Etats dans la région (Algérie, Burkina Faso, la Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Soudan..). Elles aggravent les risques de militarisation des sociétés ouest-africaines

Le contexte stratégique de la région est marqué par l'enchevêtrement des phénomènes criminels et le défi de la sécurité transfrontalière. La typologie des menaces au Sahel montre à quel point les facteurs d'insécurité se nourrissent les uns des autres. L'arc sahélien est devenu un espace de prédilection pour des réseaux criminels et groupes terroristes en quête de nouveaux sanctuaires pour s'implanter, trouver de nouvelles sources de financement et préparer leurs attaques.

La résurgence des rébellions Touaregs, enjeu national et défi de sécurité pour les pouvoirs publics maliens. Cette récurrence est due aux manques de perspectives de développement local, et à la présence insuffisante des structures de l'Etat (24).

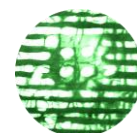
## **II. La réforme des secteurs de sécurité et le cadre régional**

Concernant l'évolution du concept de sécurité dans la région arabe, les perceptions de la sécurité ont bien évolué au cours des dernières périodes, avant « le printemps » arabe comme après, intégrant de nouveaux contenus même si, visiblement, la dangerosité n'a pas augmenté pour autant, et même si les points de crise sont restés quasiment les mêmes : Chypre, les affaires kurdes de la Turquie à la Syrie, et à l'Irak, le Sahara occidental, le conflit israélo-arabe, avec en plus les guerres civiles en Irak, Libye et Syrie ..

Un changement de l'environnement et des enjeux s'est opéré ainsi que la nature de l'importance de la région dans les positionnements stratégiques des grandes puissances.

Le cadre régional fait partie intégrante de la problématique de la sécurité dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Le programme RSS engagé par communauté internationale (25) se fonde sur une distinction importante : d'une part la réforme des armées, et d'autre part, la réforme des autorités publiques chargées de la sécurité. L'Afrique de l'Ouest fait sienne cette distinction.

Concernant la réforme des armées, les contingents nationaux étant l'ossature de la force ouest africaine, il est nécessaire de prendre en compte les nouvelles missions des armées : la gestion des crises, la stabilisation des Etats pour renforcer l'efficacité technique et opérationnelle des forces sous régionale de maintien de la paix. Dans les faits, cela est compris comme





réorganisation des armées et référence est faite à l'établissement d'un code de conduite harmonisé et de coordination des programmes de formation. Cela renvoie à la question de l'amélioration des capacités techniques de ces forces.

La perspective adoptée est de considérer que ce qui devait être la fonction traditionnelle de défense nationale est comme dévoyée. Les notions d'ennemi, de menace, de personnes à protéger sont pratiquement oubliées. En conséquence, la région se fixe comme tâche de restaurer l'objectif de professionnalisation des armées, de renforcer les capacités opérationnelles des forces armées nationales pour qu'elles parviennent à remplir pleinement leur mission régalienne et de stabilisation et de gestion des crises. Dans ce sens, deux documents importants ont été élaborés:

1) Le protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance qui contient les principes directeurs devant guider le rôle et la place des armées, les rapports civilo-militaires dans le contexte de la démocratie, avec comme orientation majeure la nécessité de soumission de l'armée aux autorités civiles régulièrement constituées. Il s'agit de faire respecter l'apolitisme de l'armée en leur faisant obligation de former les militaires à la connaissance de la constitution, aux principes de l'organisation, aux droits de l'homme (26).

2) Le code de conduite de 2006 dégage les grands axes de la réforme des forces armées. La directive prend l'aspect d'une sorte de manuel mis à la disposition des Etats dans le cadre de la formation et de l'éducation des éléments des forces armées. Il souligne les principes de la participation des armées CEDEAO aux opérations de maintien de la paix. Dans cette perspective est fortement soulignée l'interopérabilité: faire intervenir plusieurs armées ensemble au plan régional et international. Cela suppose un seul système de communication, de travail, disposition d'équipements standards communs, la recherche de compatibilité des doctrines nationales, plus capacités de décliner un cadre élargi aux actions civiles et humanitaires(27).

Après une réévaluation des missions impliquant la réorganisation des armées, des doctrines d'emploi des forces et stratégies militaires, la CEDEAO a accordé une place particulière au renforcement des capacités de projection, de protection et de prévention des forces armées. L'objectif est toujours la stabilisation des Etats en conflit. La CEDEAO s'est engagée dans cette voie depuis 1990 au lendemain de la guerre civile libérienne. La prévention et la gestion des crises constituent des axes majeurs de la politique de sécurité sous régionale de la CEDEAO, considérées comme importantes dans le processus d'intégration sous régionale ouest africaine (28). La politique de sécurité sous régionale porte sur l'observation et le suivi de la paix, du maintien de la paix et le rétablissement de la paix, le désarmement et la démobilisation, les activités de police, notamment la lutte c la criminalité transfrontalière. En affirmant son refus de tout changement constitutionnel, en insistant sur les valeurs et principes partagés, la CEDEAO a exigé la mise à disposition d'une structure pour rétablir la paix ou restaurer la démocratie dans un Etat membre.







Une place particulière est faite à la réforme des forces de sécurité publiques. Celles-ci ont pour mission de veiller au respect de la loi, d'assurer le maintien de l'ordre, la protection des personnes et de leurs biens. La réforme des forces de sécurité est un processus basé sur l'appropriation des principes de droit à la sécurité pour les citoyens et de droit de la sécurité comme cadre normatif de fonctionnement des services de sécurité. La construction et la consolidation de l'Etat de droit et la sauvegarde des droits fondamentaux devront être des enjeux de la réforme des secteurs de sécurité en Afrique.

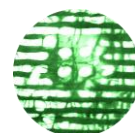
La politique de sécurité intérieure vise le confinement, le renseignement, le contrôle de population, l'intervention. Ces missions doivent se faire dans le strict respect de la loi et protection des libertés publiques et individuelles(29).

La région ayant souffert d'absence de transparence, de l'opacité et non-respect du droit, de l'usage de moyens illégaux et répressifs, de la prévalence de la culture de l'impunité et de la culture répressive héritée de la période coloniale. Au lieu d'assurer la sécurisation des populations, les forces de sécurité sont devenues un instrument d'insécurité pour les populations marquées d'inefficacité et allant à la perte de confiance dans les secteurs de sécurité. D'où la nécessité de la refonte de l'outil sécuritaire, l'élaboration d'un nouveau cadre normatif et institutionnel fondé sur le respect des principes démocratiques (respect de la loi, transparence, redevabilité). L'enjeu est de changer les méthodes de fonctionnement et de gestion des secteurs de sécurité.

Il s'agit d'un processus de régulation, de protection et de contrôle des responsabilités touchant à la sécurité nationale fondée sur le respect des principes et normes démocratiques, nécessitant une nouvelle éthique professionnelle et un nouveau code de conduite dans la restructuration des organes de commandement et dans l'adéquation des ressources aux missions de sécurité

Cela exige l'implantation rationnelle des unités en fonction de l'importance des menaces, de l'emploi combiné des forces de police et de gendarmerie et du renforcement des capacités des structures existantes. Le contrôle démocratique du secteur de sécurité, par la dynamisation des commissions parlementaires, le renforcement du pouvoir judiciaire et de la société civile, constitue l'élément fondamental de la réforme. Cette gouvernance démocratique de la sécurité se traduit par l'élaboration de code conduite et de modules de formation axés sur les principes démocratiques (connaissance du droit constitutionnel, des droits de l'homme, du droit humanitaire, etc.), destinés aux agents des secteurs de sécurité. (30).

A partir de ces données trois grandes groupes de pays se dégagent dans la phase actuelle: 1) Pays ayant engagé de profondes réformes : Mali, Sénégal, Cap Vert, Ghana, Niger.. ; 2) Pays où le processus est encore timide en raison d'un manque de volonté politique, du fait du conservatisme dominant, de l'influence grandissante de l'institution sécuritaire sur le pouvoir politique. Il s'agit de pays où la réforme connaît de réelles difficultés à se traduire dans les



faits comme au Nigéria, au Burkina Faso, en Gambie.. 3) Pays en retard, tels la Guinée, le Togo en raison de la nature autoritaire des régimes ; 4) Pays qui comme le Libéria, le Sierra - Léone, la Guinée Bissau, la Cote d'Ivoire et Mali sont en situation de conflit ou sortie de conflit.

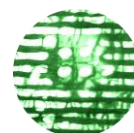
### **III. Options de sécurité**

Les articulations et les combinaisons du corpus commun de sécurité sont à l'heure actuelle bien différentes de ce qu'elles étaient par le passé et également différentes les unes par rapport aux autres : l'Etat se libéralise, se mondialise, s'affaiblit, se transforme, change de figure, délègue ses fonctions régaliennes, y compris celles liées à la sécurité, notamment par sa privatisation partielle... Dans les pays du Sud, les mutations de l'acteur sécuritaire qu'était l'Etat par excellence sont réellement profondes et ont impliqué de substantielles transformations de sa démarche.

En second lieu, il se dégage une difficulté grandissante à définir l'ennemi, les limites de la conception classique de la souveraineté, d'identifier la part des facteurs exogènes et endogènes, de saisir le sens même de l'action terroriste : action contre quel type de domination, contre quelle hégémonie, ressorts de l'action, trajectoires d'action terroriste de plus en plus difficiles à prévoir.

Egalement, il semble s'être produit comme un élargissement des contours de l'insécurité (précarité sociale, migration, crime organisé) et la panoplie des menaces potentielles ou réelles (menaces extérieures classiques, menaces non conventionnelles, transnationales). L'ensemble de ces transmutations a pénétré les différentes configurations des politiques publiques de sécurité et leur acceptabilité sociale avec la recrudescence d'une conception techniciste de la sécurité, la résurgence de la question de la gouvernance sécuritaire, la demande de contrôle des politiques sécuritaires émanant des acteurs politiques et civils.

D'un autre point de vue, la période se caractérise par le fait que le modèle hard security est généralement peu retenu par les différents acteurs sécuritaires, qu'y prédomine un état d'esprit de comprehensive security, où l'on intègre bien des préoccupations, depuis les grands choix de la politique étrangère, des politiques de développement, des politiques publiques sociales, jusqu'aux programmes sectoriels de lutte contre la pauvreté. La problématique de la « sécuritisation » à outrance, comme tendance à convertir l'ensemble des mécanismes de la vie politique, économique et sociale en problèmes de sécurité est une orientation qui peut passer outre les options démocratiques. L'obsession du tout sécuritaire est loin de constituer une spécialité du Nord vis-à-vis du Sud. Elle est également répandue de manière large dans le Sud dans les secteurs de sécurité et au-delà. La question de savoir comment dépasser cette perspective, la dé-sécuritisation, plus restrictive quant à l'usage de la force, plus démocratique, plus soucieuse des droits de l'homme, plus civile, se pose autant au Sud, où l'invocation de « la menace terroriste » ne paraît pas toujours convaincante non plus (31).



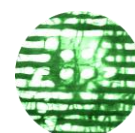
L'option à l'ordre du jour depuis quelques temps ets aussi bien dans le monde arabe qu'en Afrique de l'Ouest est la promotion de la sécurité humaine. L'individu est posé comme en étant le référent. Dans cette représentation, la sécurité nationale avec son cortège de notions corollaires (intérêt national, pouvoir national, souveraineté, intégrité territoriale..). Ainsi est promue la dimension non militaire de la sécurité, par la prise en charge de facteurs sociaux, économiques, environnementaux.. Elle consiste à protéger les individus de toutes les formes de menace et repose sur la sécurité économique, alimentaire, environnementale, personnelle, communautaire, politique (32).

Force est de constater qu'en Afrique de l'Ouest, la sécurité humaine est davantage développée par la société civile. Les acteurs sont plus préoccupés par sécurité institutionnelle

De manière général, on relève une application sélective des principes et règles régissant le pouvoir institutionnel. Le principe de la séparation des pouvoirs est une exigence affirmée dans toutes les constitutions en Afrique. De même, cette vision repose sur une affirmation rigoureuse de la dimension régulatrice du droit. Dans les réalités, la situation est autre, avec une place prépondérante du chef de l'Etat, et une absence de séparation des pouvoirs. Tout relève du pouvoir personnel du chef de l'Etat, incarné par un homme mélangeant l'exercice du pouvoir et propriété privée, l'arbitraire et la légalité. La légitimité repose peu sur l'adhésion du corps social. Elle repose plutôt sur la qualité personnelle et le plus souvent sur l'appartenance ethnique.

Le terme de néo-patrimonialisme renvoie à cette personnalisation du pouvoir qui renferme des éléments du patrimonialisme traditionnel de Max Weber s'exprimant par un système de prébende (népotisme, clientélisme, corruption..) mettant à mal le pouvoir fonctionnel de l'Etat et fragilisant les équilibres structurels et institutionnels. Dans ce système, le centre névralgique du pouvoir échappe au contrôle. Il en est ainsi de la sécurité nationale, de la défense, et des finances(33).

Le schéma général est celui d'un petit noyau d'élites confisquant l'appareil d'Etat, en s'alliant à une armée organisée à sa convenance laquelle devient par la force des choses un instrument de répression, engendrant un clientélisme systématique fondé sur la recherche de la rente. Le système se fonde sur le gaspillage des ressources publiques et l'usage de la violence politique pour se l'approprier. Ainsi le chef de l'Etat a tendance à s'appuyer non pas sur le droit et les institutions de l'Etat mais sur les membres de sa famille, ethnie, clan ou réseau mis sur pied par lui-même à cet effet afin d'exercer son autorité. Ces pratiques diminuent par rapport au passé, mais sans disparaître pour autant. La littérature disponible sur la sécurité fait état d'une amélioration dans Ghana et Cap Vert. Un réexamen non justifié de la constitution à des fins de pouvoir a été observé au Sénégal, Burkina Faso, Niger. De même une confiscation du pouvoir a été relevée au moyen de fraudes électorales au Togo, en Côte d'Ivoire, en Guinée. Le néo-patrimonialisme est au cœur de la question sécuritaire car il débouche sur des





affrontements et des violences meurtriers. Ainsi, la quasi-totalité de l'Afrique de l'Ouest se démarque difficilement de ce type de pouvoir.

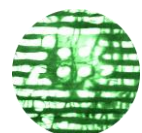
Ces données ont poussé nombre d'analystes à contester l'existence même de l'Etat en Afrique. Cette pratique ne remet pas en cause l'Etat en Afrique mais atteste de sa mise à mal du pouvoir fonctionnel. Cette mise à mal du pouvoir fonctionnel en Afrique de l'Ouest revêt la forme d'une crise de l'Etat, conséquence des dysfonctionnements de l'appareil étatique à travers deux phénomènes : une crise dans l'édification de la nation, et une crise socio-économique.

Le problème n'est pas tellement la diversité ethnique, mais plutôt l'instrumentalisation du fait ethnique comme moyen de combat politique pour accéder au pouvoir ou s'y maintenir. Cette tendance constitue le principal danger. Le sentiment de solidarité en devient fragile. L'incapacité de l'Etat africain à réaliser ce but social conduit à une crise identitaire et à la fragmentation du peuple. Cela amène les groupes et les communautés à s'identifier non pas à l'Etat mais à leur groupe ethnique ou leur communauté et souvent à leur religion. Il est ainsi de la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Nigéria, le Mali entre autres. La réalisation d'une communauté homogène et solidaire échoué depuis l'indépendance. D'où les velléités sécessionnistes et indépendantistes en permanence.

Par ailleurs, les élites politiques des années de l'indépendance ont joué sur l'esprit de clans et d'ethnie pour asseoir leur légitimité. Du coup, dans les différentes sphères du pouvoir, les privilèges et faveurs étaient davantage accordés à certaines ethnies et clans au détriment des autres, notamment dans les domaines économiques, des finances, du commerce, de l'armée, de la police, etc..

### **La consolidation de la dynamique démocratique**

Un concept de sécurité défini en termes de droits de l'homme et de démocratisation s'est mis en place ne serait-ce qu'au niveau du discours. Une recherche sur la sécurité et ses secteurs dans le Sud place immédiatement en face du phénomène de l'émergence d'un concept de sécurité plus civil, lié à la problématique de la transition, des réformes politiques, même si parfois, mais dans des cas fort limités, comme par exemple les éléments de discours et de pratiques marocains, explicitement énoncés vis-à-vis du voisin de l'Est -- démocratisation et droits de l'homme, sont utilisés comme armes de combat afin de pulvériser l'ennemi présenté comme une incarnation de l'autoritarisme. Déclarer ses choix démocratiques et les pratiquer peut être paradoxalement effectué dans un sens sécuritaire. Créer un rapport de force avantageux en jetant à la face de l'ennemi le défi de la démocratisation que celui-ci ne peut relever est sans doute une chose positive du point de vue du mouvement positif de l'histoire mais son contenu tactique, sécuritaire, rhétorique, n'en est pas moins évident.





Depuis la seconde partie du siècle dernier, l'Amérique latine a constitué l'arène principale de ce lien entre sécurité et démocratisation. Depuis le dernier tiers du siècle, on mentionne davantage le succès de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce. Le rapprochement établi entre processus de transition démocratique et mouvement de civilianisation semble s'être approfondi. Ainsi des dictatures militaires ou totalitaires ont procédé à des changements structurels au sein de leurs Etats, de façon à supprimer l'autonomie des secteurs de sécurité et d'assurer leur contrôle démocratique. Les ministères de défense existent déjà dans plusieurs pays du Sud de la Méditerranée sans avoir permis jusque-là la prise de contrôle civil des appareils militaires.

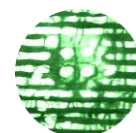
Les dispositifs qui se mettent en place du côté Nord peuvent accentuer l'évolution en ce sens. Ainsi des dispositifs mis en place par la coopération internationale tel le Progar (Pnud), l'instrument de stabilité institué par le Parlement européen et le Conseil en novembre 2007, et autres outils du genre peuvent constituer des outils significatifs dans l'approche des questions liées à la défense et à la sécurité et aux conséquences de leurs applications.

A toutes ces considérations il convient d'ajouter l'impact des restrictions législatives et réglementaires récentes en matière d'exercice de certains droits et libertés dues notamment aux contraintes conjuguées de lutte anti-terroristes et la gestion des flux migratoires. Cette « législation d'exception » produite dans les pays nord méditerranéens a eu un effet de miroir régressif sur le corpus normatif et réglementaire relatif aux droits de l'homme dans les pays sud méditerranéens. Ce corpus étant initialement fragile, l'effet de miroir est particulièrement ressenti non seulement en termes de dégradation des normes applicables, mais surtout au niveau des pratiques. La dégradation est proportionnelle au degré d'intensification, de marchandisation et de professionnalisation du terrorisme.

Le souci communautaire de stabiliser les pouvoirs politiques à travers l'Etat de droit, les normes démocratiques de dévolution du pouvoir a conduit à l'adoption de la Déclaration des principes politiques et la convergence constitutionnelle, comme principes démocratiques devant régir le fonctionnement des Etats membres.

La déclaration des principes politiques de la CEDEAO affirme l'engagement à respecter les principes démocratiques et les droits de l'homme, principes directeurs de leurs actions publiques. Cette dimension politique est un aspect de la sécurité coopérative développée au sein de l'OSCE dans le cadre du dialogue intereuropéen pour la promotion de la démocratie.

A l'occasion de la résolution de la guerre civile libérienne, la conférence des chefs d'Etats de la CEDEAO a adopté à Abuja en 1991 la déclaration des principes politiques relative au respect des valeurs démocratiques comme mode de gouvernance. Cela correspond au passage du monolithisme politique à l'ère du pluralisme. On a parlé de démocratie, de démocratisation ou de transition démocratique..





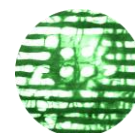
En Afrique de nombreuses perturbations apparaissent. Il n'y a pas de déterminisme. La trajectoire n'est ni uniforme ni unilinéaire. Quatre types de réponse sont apportées: 1) La voie des conférences nationales (cas du Bénin, Niger, Togo, en 1990) ; 2) Sans tenir de conférences nationales, il est procédé à des modifications constitutionnelles pour établir le multipartisme (cas de la Côte d'Ivoire en 1990, du Burkina Faso en 1991) ; 3) Par un processus de reconversion lente et prudente à la démocratie visant à contrôler la transition politique au profit du pouvoir en place (cas de la Guinée) ; 4) La démocratie par la voie des armes (voir le modèle malien de transition).

Dans ces conditions, la déclaration a jeté les bases juridiques de l'intégration économique en introduisant les normes démocratiques en tant que valeurs de la CEDEAO comme mode de gouvernance politique des pays membres. Ses dispositions réaffirment les principes et fondements de la communauté, en plus des dispositions pertinentes contenues dans deux protocoles relatifs à sécurité et défense. (34) Une référence appuyée est faite au pluralisme et institutions représentatives. Cela n'a pas mis fin à l'existence de pratiques non démocratiques. (35)

L'idée de la nécessité de la convergence économique pour réaliser l'intégration régionale s'appuie sur l'idée de la convergence constitutionnelle. Les principes contenus dans le protocole additionnel constituent la clé de voute de la stratégie de prévention structurelle des conflits dans le cadre de la CEDEAO. Ce texte définit les critères devant figurer dans les constitutions des pays de la région: règle de droit, séparation des pouvoirs, indépendance du système judiciaire, promotion d'une presse non partisane et responsable, contrôle démocratique des forces armées, respect des droits de l'homme, et respect des normes démocratiques dans les élections. Précisément des paramètres sont établis pour des élections pacifiques, crédibles et transparentes. L'accent est mis sur les structures indépendantes d'organisation des élections : fichier électoral fiable, consensuel, liste électoral, déroulement et proclamation des résultats dans la transparence, envoi de missions d'observation et de supervision par la CEDEAO. Le cadre communautaire exprime sa réprobation vis-à-vis de toute accession non constitutionnelle au pouvoir, et lutte contre les facteurs susceptibles d'entacher le processus des élections, car il s'agit de causes principales de contestation des résultats en Afrique de l'Ouest.

Le protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance regroupe les différents engagements contractés par les Etats membres dans les divers instruments internationaux et régionaux de promotion de la démocratie. Il engage les Etats membres à harmoniser leur constitution en introduisant les valeurs communes et principes démocratiques universellement reconnus (36)

Une autre approche privilégie la mise en rapport défense et sécurité, sécurité humaine et développement (37). Les institutions internationales ont développé et appuyé une notion de sécurité intégrant à la fois l'accès aux droits fondamentaux, les libertés individuelles et





publiques et les droits vitaux de base, tels l'hygiène, la santé, le logement, l'administration, l'infrastructure, le travail, en plus de la sécurité individuelle physique. Non seulement les situations de crises de la région arabe, mais aussi les menaces, les risques paraissent alors relever davantage de problématiques non militaires et/ou non diplomatiques (démographie, crise économiques, crise d'identité, urbanisation sauvage..) et il ne suffit point par conséquent de les soumettre au mode de traitement classique des crises et des conflits.

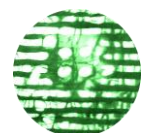
La sécurité globale articule de manière cohérente gouvernance de la sécurité et développement économique dans la perspective de renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit, avec une subordination claire du militaire au pouvoir civil et institutions démocratiques.

Le contrôle démocratique repose sur l'idée d'une civilianisation de la sécurité, confiant la responsabilité politique de la sécurité aux autorités légitimes et représentatives, démocratiquement élues. L'objectif est de faire en sorte que l'armée ne soit pas une menace pour la démocratie. Le contrôle vise à assurer le respect de la transparence, la légalité, la régularité des procédures, par l'exécutif et par le parlement. Le contrôle porte sur la distribution des ressources allouées au secteur de sécurité, sur les structures et fonctionnement de ce secteur.

Il faut y ajouter le rôle de la société civile, comme cadre de pression et d'influence plus pensé en termes de respect des droits de l'homme. Elle s'emploie à attirer l'attention des pouvoirs publics sur ces cas de violations et de manquement et des dysfonctionnements de l'appareil sécuritaire.

Dans l'Afrique de l'Ouest, les réformes institutionnelles et de rationalisation de la gestion des ressources naturelles n'ont pas suivi la même trajectoire que les processus de démocratisation, d'où une perte de légitimité, d'efficacité et d'autorité. Avec la paupérisation généralisée, ont été développées les stratégies de développement et de lutte contre la pauvreté, la corruption. Le document stratégique régional a été élaboré pour appuyer les stratégies nationales de réduction de la pauvreté, d'où adoption depuis 2002 des Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté comme principal instrument de la bonne gouvernance. L'impact est contrasté : est relevée une amélioration de la gouvernance en Afrique de l'Ouest ces six dernières années notamment au Mali, Sénégal, Cap vert, Burkina Faso, Bénin, Nigéria, quoique la misère persiste.

L'orientation principale qui se dessine est celle de la mise en place d'un mécanisme de droit de regard fondé sur les principes d'irréversibilité de la démocratisation, de suivi régulier de la mise en œuvre des politiques et stratégies de lutte anti-corruption, de la nécessité de travailler à la réduction de la pauvreté, et procéder aux réformes politiques et institutionnelles nécessaires, la publication des performances et contre-performances des indicateurs de bonne gouvernance dans chaque Etat membre, d'évaluer la qualité de la gouvernance, de





promouvoir les moyens non violents de résolution des conflits, la démocratie comme facteur de paix...

### **Notes**

(1) Voir David Charles Philippe, Roche Jean Jacques, *Théories de la sécurité*, Montchrétien, 2002, Paris, 160p

(2) Barry Buzan, "People, States and fear. An agenda for international security studies in the post-cold war era", 1983, New York, Harvester Wheats, 1991. Marie-Claude Smout, Darion Battistella, Pascla Vennesson, "Dictionnaire des relations internationales: approches, concepts, doctrines", p 216 et s.

3) Sur la sécurité humaine, les écrits sont désormais nombreux. Citons..

4) Sécurité coopérative Nye Joseph et Koehane Robert O, *Power and interdependence : World Politics in Transition*, Little Brown, Boston, 1997, cité par Niagalé Bagayoko, p87.

5) Alioune Sall, *les mutations de l'intégration des Etats en Afrique de l'Ouest : une approche institutionnelle*, L'Harmattan, 2003, Paris, 189p6)

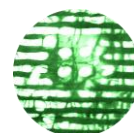
7) Gilles Yapi Olakounié, *le rôle de la CEDEAO dans la gestion des crises po et des conflits cas de Guinée et de la Guinée Bissau* Frederick Ebert Stiftung, Abuja, septembre 2010, 48p.

8) Abdallah Saaf, *Violence politique et paix dans le monde arabe*, Cahiers de Chaillot, Institut d'Etudes de Sécurité, Paris, octobre 2010, n°122, 101p.

9) Sur la sécurité nationale arabe, *ibid*, op. cit

10) *ibid*, op. cit

11) terrorisme La guerre globale contre le terrorisme de l'administration Bush a dès le départ représenté à la fois des opportunités et constitué des risques pour les régimes du Sud. Elle offrait un certain nombre d'avantages lié à l'aide américaine et à ses conditionnalités ( assistance financière , économique , accord de libre-échange , facilités diverses.. ) , à la coopération US en termes de sécurité ( accès aux équipements militaires, aux programmes de formation..) , mais aussi au soutien politique (légitimation externe, agenda plus souple des réformes, et selon les cas, tolérance de doses particulières d'autoritarisme ...). Si la guerre contre le terrorisme a constitué une véritable aubaine pour les régimes inégalement autoritaires du sud permettant de renforcer leurs capacités coercitives, elle a fait peser sur eux le risque d'éloignement de leurs opinions publiques respectives. Toute la démarche a consisté à tirer avantage de ces nouvelles opportunités et à minimiser les risques, à travers la confection d'un concept opportuniste de sécurité.





(12) Le conflit date entre 1967-1970 : il oppose les Haoussa et Foulani au Nord (musulmans) ; à l'ouest et sud-ouest, les Yaruba musulmans et chrétiens ; au sud est, où les Ibo, majoritairement chrétiens et animistes vivent un antagonisme inter ethnique. Le putsch est ressenti comme une volonté de domination de l'Est. Ironsi mort, il est remplacé par le général Yakubk Gowon. Le 30 mai 1967, la République du Biafra est proclamée. Le gouvernement fédéral déclare la guerre le 7 juillet 1967. Le cessez-le-feu est déclaré le 12 janvier 70.

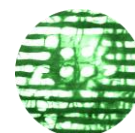
(13) Lutte oppose une faction rebelle le FNPL/NPFL dirigé par Charles Taylor, aux forces libériennes. Au Libéria, une lutte armée est menée pour la conquête du pouvoir avant de se transformer en conflit ethnique. La guerre a été caractérisée par le pillage systématique des ressources économiques du pays (diamant, bois, fer..) et par le massacre à grande échelle des populations civiles provoquant plusieurs milliers de réfugiés dans les pays voisins. La guerre a pris fin par la mise en place d'un gouvernement de transition (gouvernement intérimaire) en vue d'organiser des élections libres. Charles Taylor président du Libéria en 1997. La guerre reprend en 2000. C'est une nouvelle rébellion (libériens Unis pour la réconciliation et la démocratie-LURD. Le conflit prend l'ampleur en 2002 avec la naissance d'une nouvelle faction le Mouvement pour la Démocratie au Libéria MODEL. Taylor est contraint de quitter le pouvoir en 2003.

(14) Maurice Mahounon, La CEDEAO dans la gestion des crises et conflits en Afrique de l'Ouest : cas de la Guinée et de la Guinée Bissau »Thèse de doctorat en Sciences po, Institut de Recherches et d'Etudes en RI et Européennes, 2007

(15) Le conflit est né en 1998 suite au limogeage du chef d'Etat-major le général al Ansouman Mané soupçonné d'être impliqué dans le trafic d'armes à destination du mouvement irrédentiste sénégalais de Casamance, le MFCD. Non content du limogeage du chef, une partie de l'armée se rebelle

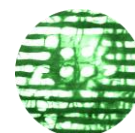
(16) Casamance remonte à 1983.le M lutte armée contre le gouvernement sénégalais. Le NLC engage une lutte armée c le gouvernement sénégalais. Causes invoquées : déficit dans la gestion des affaires publiques, manque de développement économique et social en dépit du potentiel économique de la zone. Tentatives de solution diverses : depuis 1982, le MFDC. Discontinuité de la guérilla. Accord de paix en 1993

(17) Décès de Felix Houphouët Boigny, Bédié est nommé chef de l'Etat. .. Le général Robert Guéi remporte les élections en 2000. Les résultats contestés, provoquant un soulèvement populaire qui aboutit à la reconnaissance de Laurent Gbagbo. Echec d'une tentative de coup d'Etat. Assassinat de Guéi. Les militaires impliqués se replient sur Bouaké et Korkhogo au nord du pays aux mains des rebelles qui occupent le Nord. Accord de Linas-Marcoussis(2003) Accords de Pretoria 2005. Accords de Ouagadougou.





- 19) Gilles Yapi Olakounié, Le rôle de la CEDEAO dans les crises et conflits en Afrique de l'Ouest, op cit.
- 20) Maurice Mahounon, La CEDEAO dans la gestion des crises et conflits en Afrique de l'Ouest : cas de la Guinée et de la Guinée Bissau » Thèse de doctorat en Sciences po, Institut de Recherches et d'Etudes en RI et Européennes, 2007
- 21) Gilles Yapi Olakounié, Le rôle de la CEDEAO dans les crises et conflits en Afrique de l'Ouest, op.cit
- 22) depuis l'avènement de la démo multipartiste en 1990, les crises po successives ont tjrs connu leur dénouement par un coup d'Etat militaire
- 23) Sur les 15 Etats membres de la CEDEAO seuls le Sénégal et le Cap Vert n'ont pas connu de coup d'Etat. Deux périodes ont été marquées par l'absence de coups d'Etat et de contrôle militaire direct du pouvoir po dans cette région : 1960-1964 et 2000-2005. In seconde période exempte de pvr militaire, sur les 15 chefs d'Etat en f 7 sont des militaires passés à la vie civile après ou avant une accession ou une participation au pouvoir. Entre 83 et 89, 13 pays de l'Afrique de l'Ouest étaient dominés par des régimes militaires. Dans le tournant des années 90, période de démocratisation, forte décroissance des régimes politiques contrôlés par les militaires
- 24) Malika Grog-Bada et Ahmad Baba, Coup d'Etat au Mali : le jour où ATT a été renversé, Jeune Afrique du 30 mars 2012. Jean Luc Peduzzi, Physionomie et enjeu des trafics dans la bande sahélo-saharienne
- 25) Les dénominations sont diverses : Réforme du Secteur de la Sécurité, Réforme du système de Sécurité, la gouvernance du secteur de la sécurité
- 26) Protocole A/SP1/12/01 sur la démocratie et la bonne gouvernance additionnelle au protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité, adopté le 21 décembre 2001 à Dakar, Sénégal
- 28) Le code de conduite de 2006
- 29) A l'instar d'autres organisations régionales comme l'OTAN, UEO, COPAX, SADC..
- 30) Joseph Vitalis, la réforme du secteur de la sécurité en Afrique,
- (31).Rapport de la conférence de la police en Afrique de l'Ouest tenue à Dakar, les 24 au 27 novembre 2010, publié par le Forum Africain pour le contrôle civil du maintien de l'ordre et l'Institut danois des droits de l'homme, 2011, Compress. dsl, A. du Sud.
- 32) Abdallah Saaf, Violence politique et paix dans le monde arabe, Cahiers de Chaillot, Institut d'Etudes de Sécurité, Paris, octobre 2010, n°122, 101p.







33) Elle relève de trois catégories de types de droits : le droit de vivre à l'abri du besoin, le droit de vivre libéré de la peur, le droit des générations futures d'hériter d'une planète saine. Voir Rapport du PNUD sur le développement humain, 1994, p112.

34) Jean François Médard, Etats d'Afrique Noire : formation, mécanismes et crises, Kartala, Paris, 1991

(35) Voir les dispositions 78 et 81.

(36) Mais adoption d'un mécanisme plus contraignant.. Voir protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité, texte précité.

(37) Du point de la démocratie le Protocole apparaît comme une sorte de constitution régionale. Voir Babaly Sall, la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, Atelier d'appropriation, de dissémination et de mise en œuvre des instruments régionaux et des mécanismes endogènes de gouvernance démocratique et de prévention des conflits en Afrique de l'Ouest, Club du Sahel, et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE, Dakar & Saly, Sénégal, 16-19 octobre 2007.

